



L'UL CGT de Tarascon appelle tous les camarades disponibles à venir soutenir la lutte contre la fermeture de la Sécurité Sociale de Tarascon :

Rassemblement vendredi 26 JUIN 2015 à 10H00

devant la sous-préfecture d'Arles

Le comité de défense du centre de Sécu de Tarascon exige d'être reçu et connaître le positionnement de la Préfecture sur ce dossier

Fin décembre 2014, la direction de la CPAM 13 a présenté un plan de restructuration, avec comme seule ligne de conduite la réalisation d'économies sur le dos des assuré(e)s et des salarié(e)s de notre organisme.

D'ici fin 2017, ce sont 5 centres de Sécu et 17 permanences qui sont menacés de fermeture par ce plan, dont le centre de Tarascon en 2015.

Dès connaissance de ce plan destructeur, les agents de la CPAM 13 ont tenu à avertir la population et à agir au plus vite. Près de 10 000 signatures ont été recueillies sur notre pétition à ce jour, ainsi que le soutien de 16 municipalités, des 2 députés du secteur, et du président du Conseil Régional.

Forts de ces soutiens, nous portons depuis fin décembre 2014 nos revendications auprès de la direction :

- Le maintien du centre de sécurité sociale de Tarascon qui reçoit environ 100 assurés par jour
- La garantie de la proximité avec les assurés et l'accès aux soins à la population des 19 communes environnantes en assurant un accueil du lundi au vendredi
- Ce service de qualité ne pourra être assuré qu'avec le maintien du site de production (saisie, analyse et traitement des dossiers) et de ses 26 agents sur place
- L'arrêt de la braderie du patrimoine immobilier qui nous le rappelons est celui des assurés sociaux et non celui des directeurs de Caisse ou de la Caisse Nationale

Il semblerait que le projet de fermeture qui était prévu en début 2015 serait repoussé fin 2016 ou 2017 (information donnée uniquement oralement par notre direction).

Mais le risque de fermeture planant toujours sur notre centre, la lutte continue !

Aucune ambiguïté : ni la proximité avec les assurés, ni la qualité du service rendu, ni les difficultés des populations précaires ne sont des priorités pour notre direction.

Les assurés sont loin de constater une amélioration dans le traitement de leurs dossiers, au contraire de nombreux délais de traitement ont augmenté (création, CMU, remboursement de feuilles de soins). De plus, la direction ne remplace qu'1 départ à la retraite sur 3 et demande aux salariés de faire toujours plus avec toujours moins de moyens. Ces fermetures et la réduction d'effectif mettent en péril nos missions de service public ainsi,

C'est tout notre système de santé qui est en danger !

IL Y A D'AUTRES SOLUTIONS...

Nous devons défendre notre sécurité sociale

TOUS ENSEMBLE

La santé est un droit, pas une marchandise !